



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/I-Cessons-d-avoir-a-mendier-du>

I- Cessons d'avoir à mendier du travail !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2006 - N° 1069 - octobre 2006 -

Date de mise en ligne : jeudi 12 octobre 2006

Description :

L'abolition du marché du travail, explique Jean Mathieu, est dans la logique de l'Histoire, et ce ne serait pas une calamité comme on le prétend.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

I- Cessons d'avoir à mendier du travail !

La "fracture sociale" que nous déplorons est d'autant plus pernicieuse que nous n'avons plus à affronter le prédateur clairement désigné des luttes sociales du XIXème siècle, mais les fausses évidences d'une logique de marché sans état d'âme, et que personne n'ose plus contester.

Cette insolite fracture déstabilise en fait un postulat tellement banalisé qu'il paraît naïf de le rappeler : notre système économique est censé offrir à chaque citoyen de ce pays la possibilité de gagner honorablement sa vie en vendant son travail ou le produit de son travail. Ceux qui n'y parviennent pas sont plus ou moins handicapés, ou des gens coupables de ne pas faire d'efforts suffisants. Des mesures peuvent être prises pour leur venir en aide en cas de conjoncture défavorable, mais quoi qu'il en soit, aucune autre méthode de gestion n'est sérieusement envisageable. Le marché du travail est une institution aussi pérenne que le système solaire, point final.

* Philippe Seguin
par exemple, et il n'a rien d'un trublion : « Nous n'avons plus à simplement rechercher les bonnes recettes pour sortir d'une crise classique conjoncturelle... Nous devons nous préparer à une société nouvelle, une société que l'on peut imaginer sans grand risque comme une société post-marchande. Et nous devons concevoir pour cette société une organisation qui satisfasse à trois critères fondamentaux : donner à chacun un revenu, l'insérer socialement, lui garantir l'accès à la dignité... Un changement radical est inévitable. Il est

clairement annoncé.

Il s'agit en réalité

d'une véritable révolution.

Pour ce qui est de l'effort, une sérieuse remise en question serait nécessaire de la part de ceux qui ont en charge d'éclairer la société. Remplacer le mot "conjoncture" par le mot "fracture" signifie bien que le marché du travail a pour le moins du plomb dans l'aile. Les commentateurs de "l'horreur économique" s'accordent à reconnaître la nécessité d'inventer autre chose. Déplorons qu'ils tardent à le faire. On ne cesse de dénoncer la maladie, mais le diagnostic manque de précision, et quant à la prescription on pressent qu'elle sera difficile. Certains osent parler de révolution(voir ci-contre).

Nombreux sont les écrits qui par ailleurs témoignent de l'embarras à expliquer l'origine du mal. Tous se rejoignent cependant au même point d'interrogation : pourquoi tant de détresse d'un côté va-t-elle de pair avec tant de prospérité de l'autre ? D'où vient que l'enfouissement des "excédents" s'articule avec les "restos du coeur" ?

La réponse à cette question tient pourtant en peu de mots : la surcapacité technologique de produire engendre une sous-capacité monétaire de consommer parce qu'il devient de plus en plus difficile de vendre son travail, donc de se procurer de l'argent.

Cette fracture qui se creuse entre la possibilité de l'offre et l'impossibilité de la demande n'est d'ailleurs que la conséquence d'un processus sans mystère puisque de tous temps les hommes se sont ingénies à s'épargner du travail. Non contents d'avoir créé des outils perfectionnés qui leur portaient concurrence, les travailleurs ont fini par inventer les moyens de leur quasi totale éviction de la production des biens.

Mais de quoi sont-ils évincés ? S'ils ne l'étaient que d'une corvée excessive de travail, on devrait appeler ça le progrès par l'émancipation intelligente. Malheureusement c'est de leur valeur marchande qu'ils sont dépossédés, donc du droit même à l'existence dans une société entièrement fondée sur des rapports marchands.

Force nous incombe donc de choisir qui sera finalement évincé : l'homme ou le marché ? On sait que les Verts, amenés à plancher sur le sujet, ont adopté la formule qui a l'avantage de permettre tout ce qu'on veut « Non à l'économie de marché, oui à l'économie avec marché ». On aimerait qu'ils en arrivent à se prendre au mot au lieu de jouer à cache-cache. Car après tout, le marché du travail n'est pas tout le marché. C'est seulement celui qui rabaisse l'homme à l'état de marchandise. Des marchandises, il en reste bien d'autres à négocier pour ceux qui en ressentent la vocation. Il ne s'agirait là que d'en finir avec un marché tellement sinistré qu'il devient difficile pour nos gouvernants de le prolonger sans perdre la face à chaque législature.

Une calamité ?

L'abolition du marché du travail serait-elle donc une calamité sans précédent ? Un état de non-droit impossible à gérer ? Certes, l'exploitation de l'homme par l'homme est vieille comme le monde, mais notre marché du travail libéral, n'en faisons pas un monde, il n'est qu'un dérivé de la machine à vapeur, il a environ deux siècles d'existence. Le marché du travail a éliminé le marché des esclaves au temps des crinolines de Scarlett O'Hara. L'abolition de l'esclavage se limitait en fait à remplacer des travailleurs asservis mais précieux par des travailleurs libres mais jetables à volonté. Certes, le gain d'humanité n'est pas contestable. Mais est-il possible de croire que cette promotion marque un point final à l'émancipation de la société ?

L'histoire du nouveau monde américain est exemplaire parce qu'elle illustre la filiation directe de l'esclavage au salariat. L'Europe n'en diffère que par l'étape de l'économie féodale, laquelle n'impliquait guère plus de rapports marchands. Entre le serf et le seigneur, entre le métayer et son maître, on ne se vend rien, on ne compte pas en écus mais en parts de récoltes. Ce n'est ni un marché, ni un échange, ni un troc, c'est véritablement un partage.

La méthode du partage n'était pas applicable à l'ère industrielle parce qu'à côté de l'économie agraire de subsistance, elle instituait une économie de biens secondaires facultatifs. Le partage de ces biens n'aurait en rien permis de vivre. De même que les belliqueux seigneurs du Moyen-âge devaient déjà payer des soldats pour entreprendre leurs guerres, la bourgeoisie entreprenante du XIXème siècle dût payer des travailleurs pour creuser des mines et façonner le métal. Il fallait bien qu'en plus du boni de charbon qu'il ramenait à la maison, le mineur reçoive aussi les quelques pièces de monnaie nécessaires à l'achat du repas de famille sans lequel il n'aurait pu retrouver l'énergie pour son travail du lendemain.

Oui, mais ils sont scandaleusement exploités, s'indigne alors toute une intelligentsia généreuse, parce qu'ils ne reçoivent qu'une misérable paye de subsistance et nullement la valeur de ce qu'ils produisent. Et Marx d'expliquer que cette plus-value profitable au patron prend naissance dans des heures de travail non payées. Il convient de préciser, à ce propos, qu'au premier stade de l'investissement la plus-value marxiste n'est effective qu'en nature. Dans une fabrique d'armoires, la masse salariale distribuée en un temps donné représente la valeur de cent armoires pendant que le patron en réceptionne cent trente dans son entrepôt. On pourrait se partager cette vraie richesse créée, comme on se partageait à la campagne les boisseaux de blé. Mais ni le patron, ni ses ouvriers n'ayant l'usage de toutes ces armoires, le deuxième stade de l'entreprise consiste à échanger le tout contre de la monnaie. Et il faut trouver à vendre les armoires pour pouvoir acheter autre chose, et particulièrement ce dont on ne saurait se passer.

La monnaie va dès lors occuper une position stratégique que les banquiers n'auront de cesse d'accaparer, allant même jusqu'à s'approprier le droit régalien d'en fabriquer.

Le fordisme

Aux temps où des millions de Charlie Chaplin serraient encore des boulons sur les tapis roulants de Monsieur Taylor, Henri Ford avait admis qu'il ne parviendrait jamais à vendre toutes les voitures produites à cette cadence si la population des salariés restait elle-même démunie de l'argent nécessaire pour en acheter. Le fordisme ouvrait alors les portes d'une valorisation salariale au-delà des seuls biens de subsistance et permettait de créer la clientèle solvable nécessaire à l'expansion des marchés industriels. La paupérisation marxiste devint quelque peu dépassée. On sait comment, à l'issue d'un siècle d'affrontements dramatiques et passionnés, l'effondrement du Mur de Berlin mit un terme à cette idéologie en consacrant l'incontestable victoire des tenants du marché.

En avons-nous pour autant terminé avec cette histoire, comme certains s'empressent de le proclamer ? Nous pourrions prendre le temps de respirer en effet si le triomphant capitalisme n'était pas lui-même frappé de caducité évolutive par ce qu'il faut bien appeler l'obsolescence du marché du travail. En dépit de toutes les procédures mises en oeuvre par nos gouvernants, force est de constater que l'effet combiné de la technologie productiviste et du jeu concurrentiel engendre plus que jamais un processus éliminatoire à triple tranchant :

1" Au niveau des postes de travail robotisés, informatisés, les nouveaux Temps modernes renvoient Charlot à son vagabondage d'antan et lui font jouer Charlot vacataire, Charlot précaire, Charlot flexible, Charlot stagiaire, Charlot SDF, etc. (exit la clientèle de M. Ford).

2" Au niveau du marché mondialisé, les entreprises délocalisent ce qui reste de travail vers les pays où les coûts sont exemptés de la charge des acquis sociaux et culturels des nations les plus évoluées (exit tout projet socialiste).

3" Au niveau des managers de la finance internationale, les champions du rendement boursier avancent des pions "regroupements licenciements" qui vont à l'encontre de l'emploi salarié.

La logique du système se résume finalement à miser sur les techniques qui éliminent le plus de main-d'oeuvre dans les pays riches et sur le maintien des plus bas salaires dans les pays pauvres. Comment s'en indigner dès lors que, sous la houlette des grands prêtres du libéralisme, on accepte de participer à une guerre économique clairement déclarée, assimilée au libre jeu des forces du bien contre les forces du mal, et où cependant, seules les méthodes les plus cupides permettent de survivre ?

Sachons tirer les leçons

Le projet d'échapper à l'odieuse situation de la vie qui pervertissait le marché du travail a très tôt motivé les luttes sociales. On sait que les statuts fondateurs de la CGT prescrivaient déjà l'abolition du salariat et du patronat pour but final du combat syndicaliste.

Mais il convient de reconnaître que, de la décevante gestion du communisme au pouvoir, à la non moins décevante fracture sociale du libéralisme triomphant, l'histoire du XXème siècle nous aura instruits d'une double expérience :

1" l'économie collectivisée et technocratiquement planifiée de l'URSS s'est révélée moins productive que celle qui s'en remet à l'initiative intéressée de l'entreprise individuelle.

2" le salariat marchand, débouté par l'essor des technologies productivistes, est de moins en moins en mesure d'assumer la solvabilisation des besoins vitaux des citoyens.

La sagesse serait donc de prendre acte de la caducité du salariat, sans pour autant se priver de l'efficace émulation du patronat. Il ne s'agit donc plus de décréter l'abolition du salariat comme l'a rêvé la génération du "grand soir", mais d'entériner sans plus d'hypocrisie son inexorable dépérissement en mettant progressivement en place des structures de remplacement. C'est moins radical qu'autrefois, mais il va de soi que qu'il faut "revisiter" pas mal d'idées reçues en matière de comptabilité et de comportement pour concevoir les nouvelles règles du jeu.

(suite dans un prochain numéro).